

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 8 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 août 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REFINAL INDUSTRIES (ex COREPA SNC)

Rue de Beaumont
95820 Bruyères-sur-Oise

Référence : ud95-2023-0655

Code AIOT : 0006509350

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 août 2023 dans l'établissement REFINAL INDUSTRIES (ex COREPA SNC) implanté Rue de Beaumont à BRUYERES SUR OISE (95820). Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une inspection inopinée à thématique "incendie" a été réalisée sur le site, dans le cadre du suivi courant du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REFINAL INDUSTRIES (ex COREPA SNC)
- Rue de Beaumont - 95820 – BRUYERES SUR OISE
- Code AIOT : 0006509350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REFINAL INDUSTRIES, filiale à 100 % du groupe DERICHEBOURG, est une société spécialisée dans la récupération et le traitement des métaux non ferreux issus des activités de démolition et de broyage des véhicules hors d'usage (VHU), de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et de déchets métalliques divers (platinage).

Le site de l'établissement d'une surface de 14 ha est situé sur les deux communes de BRUYERES SUR OISE et BERNES SUR OISE.

Les activités de l'établissement sont actuellement réglementées par un arrêté préfectoral du 12 juin 2020.

La société est autorisée à exploiter sur le site :

- au sein de l'unité «COREPA», des activités de recyclage de métaux non ferreux issus notamment des activités de démolition et de broyage de véhicules hors d'usage (VHU),
- au sein de l'unité «FRICOM», des activités de traitement de déchets de gros électroménagers froids (appareils de production de froid ménagers et professionnels mis au rebut, ...),
- au sein de l'unité «ECOVAL», une ligne de tri de déchets de composants valorisables présents dans les résidus légers issus du broyage de véhicules hors d'usage (VHU), de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et d'autres déchets métalliques.

L'arrêté préfectoral du 12 juin 2020 définit les conditions d'exploitation des installations du site. Cet arrêté est venu faire évoluer le précédent arrêté préfectoral du 15 octobre 2015, alors qu'une demande de modification était instruite avec une augmentation des capacités de traitement de l'unité FRICOM de 50 t/j à 62 t/j de GEM-F.

Les principaux enjeux du site concernent :

- la traçabilité des déchets depuis leur entrée sur site jusqu'à leur sortie,
- la prévention des pollutions atmosphériques et aqueuses,
- la maîtrise du risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prévention des risques technologiques	Arrêté préfectoral complémentaire du 12 juin 2020, article 7.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Prévention des risques technologiques	Arrêté préfectoral complémentaire du 12 juin 2020, article 7.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Prévention des risques technologiques	Arrêté préfectoral complémentaire du 12 juin 2020, article 7.4.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Nature des activités	Arrêté préfectoral complémentaire du 12 juin 2020, article 8.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection inopinée a permis de constater que, bien que le directeur du site et le responsable environnement soient en congés, les personnes rencontrées le jour de l'inspection connaissent bien le site et les différents moyens de défense et de prévention mis en place pour lutter contre un incendie. Quelques ajustements restent à faire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 12 juin 2020, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque installation, comme prévu à l'article 7.1.1 ; • de 6 poteaux incendie au minimum, d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Ces appareils sont alimentés par le réseau public d'eau potable. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ; <p>Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 240 mètres cubes par heure durant deux heures.</p> <ul style="list-style-type: none"> • de 3 rampes d'arrosages alimentées en eau du réseau public de distribution au niveau du broyeur de l'unité COREPA ; • d'une colonne sèche au Sud-Est du site permettant aux moyens de secours de raccorder leurs moyens de pompage dans l'Oise ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; • de robinets d'incendie armés en nombre suffisant et répartis au sein de chacune des unités du site. Les robinets d'incendie armés placés au sein des bâtiments sont situés à proximité des issues de secours. Au moins 6 robinets d'incendie armés sont opérationnels au sein du bâtiment de la ligne de tri ECOVAL. Les robinets d'incendie armés sont utilisables en période de gel ; • au niveau de la ligne de tri ECOVAL : <ul style="list-style-type: none"> ◦ d'un dispositif d'extinction automatique situé au cœur des équipements de la ligne de tri ECOVAL présentant des risques spécifiques. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; ◦ d'un rideau d'eau en sortie du convoyeur de fibres au niveau du box de stockage des fibres. <p>Les caractéristiques techniques de ces dispositifs de lutte incendie sont transmises à l'inspection des installations classées dans les six mois suivant la mise en service de l'unité ECOVAL.</p> <p>À proximité de l'unité ECOVAL, un accès à l'estacade en bordure de l'Oise est également aménagé, conformément à la circulaire interministérielle du 10 décembre 1951, pour permettre</p>

l'accès aux engins de pompage des services de secours et l'utilisation de l'eau de l'Oise en cas d'incendie. Cet accès est entretenu et maintenu accessible en permanence.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats : L'inspection a débuté directement sur le site, par un tour global du site afin de vérifier l'état du site et la présence, par sondage, des différents moyens de lutte contre l'incendie. Pour ce faire, l'inspection a demandé à l'exploitant le plan du site avec une description des dangers. Celui-ci a présenté un plan dénommé "Plan d'évacuation" daté du 15 juillet 2021 sur lequel apparaissent, notamment, les bâtiments ECOVAL et FRICOM RECYCLING, le sens de circulation des véhicules, la position des RIA, des extincteurs et des poteaux incendie et 2 pictogrammes "inflammable", l'un au niveau d'un stockage de GNR et bois, l'autre au niveau d'un atelier où se trouve une cuve de GNR. Or, ce plan apparaît confus et peu lisible. En effet, la surcharge de pictogrammes sur ce plan en format A4 empêche de visualiser rapidement les différents moyens de lutte contre l'incendie. **Ceci constitue une non-conformité (NC1).**

S'agissant des moyens de prévenir le SDIS, l'exploitant a précisé, qu'en cas d'incident sur le site, il préviendrait le SDIS par téléphone. Sur site, les salariés ont des talkies-walkies et des téléphones pour communiquer.

Au cours de la visite sur site, il a été constaté la présence de poteaux incendie. L'exploitant a présenté, en salle, les dernières vérifications effectuées sur ces poteaux. Sur les 6 poteaux installés sur le site, seuls les poteaux numérotés 3 et 4 ont pu faire l'objet de mesures de débit, soit 101 m³/h à une pression de 1 bar pour le poteau 3 et 107 m³/h à une pression de 1 bar pour le poteau 4. Les 4 autres poteaux, quant à eux, présentaient des fuites ou des problèmes de joints empêchant les mesures de pression et débit. **Ceci constitue une non-conformité (NC2).** L'exploitant a précisé avoir signé des devis pour remise en conformité. Or, dans le temps imparti de l'inspection, il n'a pas été possible qu'il présente ces devis.

Lors de la précédente inspection, il avait été soulevé le fait qu'une zone du site se trouvait à plus de 100 m d'un poteau. L'exploitant a précisé avoir regardé attentivement ce point. Il finalise ses propositions qui seront présentées à l'issue des suites de la présente inspection.

A nouveau, sur le sujet des poteaux incendie, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des essais en simultané permettant de s'assurer que les poteaux sont en capacité de fournir 240 m³/h et ce, pendant 2h. **Ceci constitue une non-conformité (NC3).**

Au cours de la visite, il a été constaté la présence de RIA. La dernière vérification a été réalisée le 28 mars 2023 sur les 10 RIA du site. L'exploitant a ajouté qu'ils avaient tous été changés. S'agissant des extincteurs, ils ont bien été constatés à l'intérieur des bâtiments d'exploitation et à l'extérieur. Ils ont été vérifiés le 22 mars 2023.

S'agissant de la colonne sèche, l'exploitant a précisé que, lors de l'exercice incendie du 22 décembre 2022, la présence de la colonne sèche était présentée aux salariés.

Au niveau du bâtiment ECOVAL, il a été constaté la présence d'extinction automatique au niveau de la ligne de tri et d'un rideau d'eau en sortie du convoyeur de fibres au niveau du box de stockage des fibres. Toutefois, les caractéristiques techniques de ces dispositifs de lutte incendie n'ont pas été transmises à l'inspection des installations classées dans les six mois suivant la mise en service de l'unité ECOVAL. **Ceci constitue une non-conformité (NC4).**

Les rampes d'arrosages alimentées en eau du réseau public de distribution au niveau du broyeur de l'unité COREPA n'ont pas été abordées au cours de cette inspection. Elles le seront lors de la prochaine inspection.

Enfin, du coté du bâtiment ECOVAL, l'inspection a constaté qu'il y avait bien un accès aménagé à l'estacade en bordure de l'Oise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 12 juin 2020, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Détection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme, en tout temps, à l'exploitant.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.</p> <p>Détection incendie : Un dispositif de détection incendie est prévu au cœur des équipements de la ligne de tri ECOVAL à risque incendie (élévateurs et convoyeurs de déchets, broyeurs, ...). Ce dispositif est associé à un système d'extinction automatique cité à l'article 7.2.4.</p> <p>Ce dispositif est adapté aux zones ATEX.</p> <p>Il fait l'objet de contrôles de bon fonctionnement à une fréquence minimale annuelle dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les caractéristiques techniques de ce dispositif de détection devront être transmises à l'inspection dans les six mois suivant la mise en service de l'unité ECOVAL.</p>
<p>Constats : Au cours de l'inspection sur site, seul le bâtiment ECOVAL a fait l'objet d'un contrôle plus poussé. L'activité située dans le bâtiment ECOVAL a réellement débuté en janvier 2023. En effet, l'exploitant a précisé rencontrer beaucoup de difficultés à faire fonctionner correctement cette ligne de traitement du FLUFF, et ce, depuis plusieurs années.</p> <p>A ce stade, l'inspection n'a pas connaissance de <u>l'installation de détecteurs (détection de zone pouvant être à l'origine de risque), leur nombre, leur localisation et leur fonctionnalité au sein du bâtiment</u>. Ceci constitue une non-conformité (NC5).</p> <p>Toutefois, au sein de la ligne de traitement du FLUFF, l'exploitant a précisé que toute la ligne était équipée de détecteurs d'étincelles et de flammes. Ces détecteurs sont asservis à une extinction automatique selon l'exploitant. L'exploitant a précisé qu'une vérification visuelle de l'état des détecteurs était réalisée quotidiennement par les salariés à partir des différentes trappes réparties le long de la ligne de tri. Cette vérification est tracée dans un registre. Par ailleurs, l'inspection a constaté, sur le mur du bâtiment, une console de report d'alarme portant le nom de la marque GRECON, marque correspondant aux détecteurs et aux systèmes d'extinction. L'exploitant a présenté, dans un second temps, la notice technique des détecteurs et de leur fonctionnement. Toutefois, les caractéristiques techniques de ce dispositif de détection n'ont pas été transmises à l'inspection. Ceci constitue une non-conformité (NC6).</p> <p>Enfin, à ce stade, aucun contrôle annuel des détecteurs et de la centrale n'a été réalisé, la ligne ne fonctionnant que depuis le début d'année.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 12 juin 2020, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">• du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;• du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;• du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>En cas d'incendie au niveau de l'unité «ECOVAL», le dimensionnement des capacités de rétention sur le site est calculé sur la base d'un incendie généralisé au bâtiment abritant la ligne de tri.</p> <p>L'exploitant est tenu de justifier en permanence la suffisance des moyens de confinement sur le site des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.</p> <p>Les zones de confinement sont étanches, suffisantes et hors d'atteinte des crues habituelles de l'Oise (crue décennale).</p> <p>Les eaux d'extinction confinées lors d'un incendie sont analysées afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet. Les effluents et produits récupérés ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets dans les conditions fixées au titre 5.</p> <p>Les organes de commande des zones de confinement sont signalés, accessibles et manœuvrables même en cas de coupure des énergies et contrôlés annuellement.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les rétentions du site, à l'exception de zones spécifiques (bassins), permettent de collecter les eaux d'extinction en garantissant une hauteur d'eau inférieure ou égale à 20 cm.</p> <p>Une procédure claire et opérationnelle concernant la mise en rétention du site mentionne les moyens de confinement, la localisation des organes de commande et les consignes de leur mise en œuvre.</p> <p>L'état d'étanchéité des zones de confinement est contrôlée périodiquement et, a minima, tous les 5 ans. Le premier contrôle est réalisé lors de la mise en service de l'unité ECOVAL. Ces contrôles font l'objet de rapports conservés en permanence par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Au cours de l'inspection, il a été constaté la présence de 2 cuves permettant le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie :

- une cuve maçonnée du côté de la vanne de confinement des eaux ;
- une cuve métallique, du côté de la station de traitement des eaux pluviales, en cours d'installation.

S'agissant de la cuve maçonnée :

Il a été constaté, devant cette cuve, un bouton permettant la fermeture de la vanne de confinement. L'exploitant a indiqué que sa fermeture se faisait uniquement manuellement.

Devant la cuve se trouvait une console sur laquelle était reporté le chiffre 5,9. L'exploitant n'a pas su dire à quoi correspondait ce chiffre. Un débitmètre à 0 a également été observé. L'exploitant n'était pas sûr que ce débitmètre renseignait sur le débit en sortie des eaux pluviales de voirie.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas pu préciser le volume de cette cuve maçonnée. Enfin, il a été constaté que cette cuve n'avait pas de toit. L'inspection s'interroge donc sur la disponibilité de cette cuve et surtout de son bon dimensionnement (vis-à-vis du besoin de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie).

Non-conformité n° 7 : Il n'est pas possible de savoir à quoi correspondent les informations reprises autour de la cuve maçonnée.

Non-conformité n° 8 : Par ailleurs, le volume de cette cuve n'est pas connu ni même la disponibilité et la suffisance de son dimensionnement.

S'agissant de la cuve métallique :

Sur le côté de la cuve, il a été constaté la présence d'une plaque indiquant un volume de 920 m³. Toutefois, il n'a pas été possible de s'assurer que le volume de cette cuve était suffisamment dimensionné pour contenir les eaux d'extinction en cas d'incendie **(NC9)**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Nature des activités

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 12 juin 2020, article 8.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Activités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 8.1.2 : Unité COREPA (VHU) La quantité maximale de déchets en attente de traitement sur le site de l'unité COREPA est de 16 000 t. 8.2.3 : Unité FRICOM (gem froids) La quantité maximale de déchets de gros électroménagers froids traités au sein de l'unité FRICOM est de 15 000 tonnes par an. 8.3.3 : Unité ECOVAL (Déchets issus des VHU) Le stockage des déchets en attente de traitement se fait exclusivement sous abri au sein du bâtiment de stockage dédié sur le site de l'unité et dénommé «A» sur le plan joint en annexe au présent arrêté. La quantité maximale de stockage de déchets au sein de ce bâtiment n'excède pas 170 tonnes (soit 560 m³). La hauteur maximale de stockage est limitée à 2,5 m au sein de ce bâtiment. En tout état de cause, la stabilité du stockage doit être assurée.
Constats : En salle, l'inspection a souhaité connaître les quantités des différents déchets stockés sur le site. S'agissant des déchets en attente de traitement, à la date du 24 août 2023, les quantités extraites de la base de l'exploitant avoisinaient 3 500 tonnes (Unité COREPA+Unité ECOVAL selon l'exploitant). 100 tonnes de déchets de stériles étaient également stockées sur site selon l'exploitant. S'agissant de la partie FRICOM, l'exploitant n'ayant pas accès à la base, il n'a pas été possible de connaître les quantités de déchets. Ceci constitue une non-conformité (NC10).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois